



Service de l'environnement, de la police de l'eau et des risques

**ARRÊTÉ n°19-2020-00201
portant prescriptions complémentaires à déclaration au titre de
l'article L214-3 du code de l'environnement concernant
la mise en œuvre de mesures compensatoires associées à la création
d'un nouveau magasin LIDL**

Commune d'Objat

La préfète de la Corrèze,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu le code de l'environnement, partie législative ;
 - Vu le code général des collectivités territoriales ;
 - Vu les articles R 214-1 à R 214-5 et R 214-32 à R 214-56 du code de l'environnement, partie réglementaire ;
 - Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;
 - Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Mme Salima SAA, en qualité de préfète de la Corrèze ;
 - Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
 - Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 portant création des directions départementales interministérielles ;
 - Vu l'arrêté n° INTA2008191A du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur du 26 mars 2020 portant nomination de Marion SAADÉ, en qualité de directrice départementale des territoires de la Corrèze à compter du 6 avril 2020 ;
 - Vu l'arrêté préfectoral n° 19-2020-08-24-030 du 24 août 2020 donnant délégation de signature à Marion SAADÉ chargée d'exercer les fonctions de directrice départementale des territoires de la Corrèze ;
 - Vu l'arrêté n° 19-2020-09-18-003 du 18 septembre 2020 donnant subdélégation de signature à M. Stéphane Lac, chef du service de l'environnement, de la police de l'eau et des risques ;
 - Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions spécifiques à déclaration relatif à la création d'un nouveau magasin Lidl sur la commune d'Objat, délivré le 13 janvier 2020 ;
 - Vu le plan de gestion relatif aux mesures compensatoires associées à la création d'un nouveau magasin LIDL présenté par la SNC LIDL - Direction Régionale 23 - Z.A des côteaux – 16330 Vars, reçu le 15 septembre 2020 ;
 - Vu l'avis de l'office français de la biodiversité du 13 octobre 2020 ;
 - Vu la demande d'avis faite auprès de la SNC LIDL - Direction Régionale 23 – Z.A des côteaux – 16330 Vars, représentée par Monsieur Fabien Lehuger sur le projet d'arrêté préfectoral en date du 16 novembre 2020 ;
- Considérant la nécessité de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau en conformité avec le SDAGE Adour-Garonne approuvé le 21 décembre 2015 ;

Considérant la nécessité d'encadrer la mise en œuvre effective et le suivi des mesures compensatoires associées à la création d'un nouveau magasin Lidl sur la commune d'Objat ;

Sur proposition de la directrice départementale des territoires.

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet :

Le plan de gestion concernant la parcelle AN 23, commune d'Objat, relatif à la mise en œuvre des mesures compensatoires associées à la création du nouveau magasin Lidl, commune d'Objat (arrêté préfectoral n°19-2019-00199) est approuvé.

Article 2 : Durée de l'engagement :

L'engagement sur la mise en œuvre des mesures de gestion et de suivi de la parcelle ciblée au titre des mesures compensatoires est de 30 ans à la date de signature du présent arrêté préfectoral.

Article 3 : Responsabilité :

Le maître d'ouvrage est responsable des mesures de compensation qui lui incombent pendant toute la durée de mise en œuvre de ces mesures, et ce qu'il délègue ou non leur réalisation et leur suivi à un opérateur spécifique. Un bilan de la mise en œuvre des actions est adressé à la DDT (SEPER) annuellement jusqu'en 2025, puis tous les 5 ans, ensuite, au plus tard, le 31 décembre de chaque année. Le premier bilan est attendu pour le 31 décembre 2021.

Article 4 : Transmission des données en lien avec les mesures compensatoires :

Conformément à l'article 69 de la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 08 août 2016, les mesures de compensation des atteintes à la biodiversité prévues lors de la réalisation de travaux de construction, d'installations ou d'ouvrages, ou d'autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage, sont géolocalisées dans un système d'information géographique accessible au public sur internet (<https://www.geoportail.gouv.fr>).

L'ensemble des données naturalistes géolocalisées (habitats et espèces) associé aux mesures compensatoires doit être transmis dans un format d'échange compatible avec les systèmes d'informations géographiques (shape) à la DDT – SEPER, dans un délai de trois mois après la date de signature du présent arrêté.

Article 5 : Conformité au dossier et modifications :

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance de la préfète (DDT - SEPER). Celle-ci peut, le cas échéant, demander une nouvelle déclaration.

Article 6 : Début et fin des travaux :

Le pétitionnaire doit informer la DDT (SEPER) des dates de démarrage et de fin des travaux.

Article 7 : Droits des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : Autres réglementations :

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 9 : Publication et information des tiers :

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de la commune d'Objat, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Corrèze durant une durée de 6 mois.

Article 10 : Voies et délais de recours :

Dans un délai de deux mois à compter de la réception de cet arrêté par le pétitionnaire, ce dernier peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

Ce recours doit être formulé sur papier libre, transmis ou déposé au greffe du tribunal administratif de Limoges. Le tribunal administratif peut être également saisi via l'application Télérecours accessible sur le site www.telerecours.fr. Les conditions de saisine restent fonction du statut du requérant (particuliers, personnes morales de droit privé, administrations).

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, en application de l'article R514-3-1 du code de l'environnement :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 11 :

- le secrétaire général de la préfecture,
- le maire de la commune d'Objat,
- la directrice départementale des territoires de la Corrèze,
- le chef du service départemental de l'OFB,
- le commandant du groupement de gendarmerie de la Corrèze,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Tulle, le 19 novembre 2020

Pour la préfète et par délégation,
Pour la directrice départementale et par subdélégation,
Le chef du service environnement, police de l'eau et risques


Stéphane LAC

